

## Spectaculaire "fuite" du dernier rapport des préfets : La société française au bord de l'insurrection



C'est un "scoop" dont le gouvernement se serait sans doute bien passé : [le quotidien Le Figaro](#) du 13 novembre rend compte du dernier rapport de synthèse adressé daté du 25 octobre dernier adressé par le secrétariat général du ministère de l'Intérieur aux plus hautes autorités de l'État à partir des notes de synthèse établies par les 101 Préfets sur la situation de la France.

**Ce document est stupéfiant à deux égards :**

- d'une part, par la gravité de la situation décrite : on y voit la société française en pleine déliquescence et dans une

## **Union Populaire Républicaine | UPR**

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
situation qu'il n'est pas exagéré de juger pré-insurrectionnelle. C'est ce que tout un chacun ressent d'ailleurs autour de soi et que je perçois, avec une acuité toute particulière, en m'entretenant avec le public, de plus en plus nombreux, qui vient à [mes conférences à travers la France](#).

- d'autre part, par l'état de rébellion sourde qui commence à se faire jour dans toute la haute administration française et dont témoigne ce document.

La tradition veut en effet que les préfets, sans cacher la réalité des situations, pèsent et soupèsent néanmoins chaque mot avant de transmettre des rapports désagréables à leur ministre. Car celui-ci est aussi leur patron et dispose de leur évolution de carrière...

Or, les termes utilisés dans ce rapport sont franchement très surprenants pour quiconque est habitué au langage prudent et feutré des préfets. Cela témoigne non seulement de la gravité de la situation, mais aussi de l'exaspération qui monte dans les rangs de la haute fonction publique : ce sont par dizaines que les notes de synthèse préfectorales tirent vigoureusement la sonnette d'alarme. Les préfets, en somme, en ont marre eux aussi.

Du reste, c'est sans doute cette exaspération qui est à l'origine de la "fuite" de ce document confidentiel dans la presse.

Il serait intéressant de savoir qui a organisé la fuite, dans la mesure où ce document a normalement une diffusion extrêmement limitée aux cercles du pouvoir. Au sein même du gouvernement, ou parmi les directeurs de cabinet des ministres, y aurait-il des responsables qui en auraient aussi assez ?

Quoi qu'il en soit, les événements ne cessent de confirmer l'aggravation continue de la situation, selon un scénario que je n'ai pas cessé d'annoncer depuis que j'avais remis [un rapport réellement prémonitoire de 110 pages à Nicolas Sarkozy](#), à l'époque ministre des finances, donc mon ministre de tutelle, le 18 juin 2004.

**Le plus grave, c'est que rien ne permet d'espérer une embellie durable et que la course à l'abîme va se poursuivre, tant que la France restera dans l'UE et dans l'euro.**

**François ASSELINEAU**